



DMITRY ASTAKHOV/AFP/Getty Images

Qui dicte la politique de l'UE?

Le récent réchauffement des relations de l'Union européenne avec la Russie révèle la réponse.

- Brad Macdonald
- [03/08/2009](#)

Q

uelque chose d'extraordinaire est arrivé, en novembre dernier, à Nice, la ville pittoresque blottie sur les rivages

doux de la Côte d'Azur. «La mesure de l'harmonie... était rare», a rapportée le Spiegel Online. Des leaders de l'Union européenne et de la Russie sympathisant l'un avec l'autre, discutant coopération politique et économique—jusqu'au point même de considérer la création «d'un pacte de sécurité pan-européen» (15 novembre 2008).

La gentillesse était particulièrement intrigante, considérant combien différentes étaient les choses par rapport à la façon dont plusieurs nations européennes avaient traité la Russie, seulement quelques semaines plus tôt.

Presque immédiatement après que la Russie a envahi la Géorgie, en août dernier, l'Union européenne, sous la pression de l'Amérique et de quelques États membres de l'est de l'UE, a suspendu les relations avec Moscou, et s'est isolée, en parole seulement, du Kremlin. Étant donné les apparences, on aurait pensé qu'à Nice, après apparemment trois mois de séparation tendue, Bruxelles aurait choisi de rétablir, doucement et prudemment, ses relations avec la Russie. Il n'en a rien été.

Comme Spiegel Online a observé: «*Soudainement* les barrières qui s'étaient dressées ces derniers mois entre l'Est et l'Ouest ont semblé beaucoup plus basses. Le président français Nicolas Sarkozy, dont le pays occupe actuellement la présidence tournante de l'Union européenne, et son collègue de Moscou, Dmitry Medvedev, ont gommé les obstacles politiques au sommet UE-Russie, vendredi, à Nice, avec une facilité surprenante—*mettant une nouvelle tonalité dans les relations difficiles entre voisins inégaux*».

Au sommet, l'UE a abreuvé la Russie de promesses, y compris un accord pour reprendre des pourparlers sur un nouvel Accord de partenariat et de coopération, la possibilité d'un nouveau pacte de sécurité européen-russe, et même la promesse que l'UE rédigerait une «feuille de route» afin d'aider la Russie à rejoindre l'Organisation mondiale du commerce.

Les relations UE-Russie n'ont pas fait que de se dégeler; elles se sont réchauffées—et VITE!

La volte-face apparente de l'Europe a étonné beaucoup de gens, particulièrement étant donné le manque complet de repentir de la Russie pour son invasion de la Géorgie. Quelques observateurs ont expliqué le mouvement en disant que l'Europe s'est simplement rendue compte que c'était la chose politiquement et économiquement opportune à faire. Ce dégel, disent les analystes, était inévitable parce que l'UE ne peut tout simplement pas se permettre de vexer un de ses plus importants partenaires commerciaux et fournisseurs cruciaux d'énergie.

Ils ont absolument raison—mais il y a une autre explication, qui en dit plus, et qui est *plus inquiétante*, pour l'apparent virage à 180 degrés de l'Europe. C'est l'éléphant dans la salle dont personne ne parle.

Et cela démontre, avec force, qui dicte *exactement* la politique étrangère de l'UE!

Le précédent allemand

La *Trompette* a prêté une attention particulière aux relations de l'Allemagne avec la Russie depuis que cette dernière a envahi la Géorgie. Presque immédiatement après que les tanks russes aient roulé dans la Géorgie, le rédacteur général de la *Trompette*, Gerald Flurry, a expliqué la signification de l'événement. Plutôt que d'entraîner une brouille entre la Russie et l'Allemagne—comme cela s'est fait avec d'autres nations européennes—cet événement a *renforcé* les relations germano-russes. M. Flurry a même dit qu'il se pourrait bien que l'Allemagne ait été *complice* de l'assaut de la Russie sur cet État souverain. (Lire «L'attaque de la Russie signale une nouvelle ère dangereuse», dans notre numéro du Printemps 2009).

Les événements ont, depuis lors, confirmé cette analyse. En fait, si vous avez suivi la politique étrangère allemande dans les années récentes—particulièrement sous l'ancien chancelier Gerhard Schröder—vous savez que les dirigeants, pour la plupart, considèrent le maintien de relations amicales avec leur voisin oriental comme une *responsabilité fondamentale* du gouvernement allemand.

Ce n'était donc pas une surprise que, lorsque la Russie a envahi la Géorgie, *la manière dont il fallait réagir vis-à-vis du Kremlin* est devenu un point de tension entre l'Allemagne et une bonne partie du reste de l'UE. Au lieu de condamner, de réprimander et d'éviter Moscou, comme l'Amérique, l'UE et la plupart des États européens l'ont fait à un degré ou à un autre, les Allemands ont répondu initialement par un silence relatif, et ensuite avec des gestes chaleureux qui ont *pardonné* l'invasion violente de la Géorgie par la Russie, et la combativité qui a suivi.

Deux jours après que M. Flurry a en premier averti de la complicité de l'Allemagne dans l'attaque de la Russie, dans un discours adressé aux étudiants du Collège Herbert W. Armstrong, le 18 août, Stratfor a écrit: «*Ainsi, Berlin réévalue maintenant ses allégeances à Washington et à l'OTAN, qui tiendrait le pays responsable de la politique qu'il a mené, comme un État occupé. Ou bien l'Allemagne pourrait agir de son propre chef, et créerait sa propre garantie de sécurité avec la Russie—quelque chose qui déchirerait l'OTAN... Les sources de Stratfor, à Moscou, avaient dit que D. Medvedev a offert un pacte de sécurité à A. Merkel pour leurs deux pays*» (20 août 2008).

Réfléchissez à cela. Alors qu'une bonne partie du reste du monde, y compris la majorité de l'Europe, était en colère contre la Russie, l'Allemagne renforçait ses relations avec le Kremlin—ET ÉTABLISSAIT UN PRÉCÉDENT PRO-RUSSIE!

La presse européenne a donné de la voix, en novembre dernier, quand l'UE a arrêté d'être en froid avec la Russie, et a indiqué qu'elle désirait reprendre les relations avec le Kremlin. Mais si vous y pensez, cette presse ne devrait pas être étonnée.

L'UE rattrapait simplement l'Allemagne, *qui n'a jamais arrêté d'enlacer la Russie!*

L'Allemagne, comme l'a dit Madame de Stael, est «*le cœur de l'Europe*». Berlin est l'initiateur de tendance de l'Europe, son indicateur de tendance, son stimulateur cardiaque. Il a la plus grande population et la plus grande économie parmi les nations européennes, et est sans doute la nation *la plus influente* du continent, géopolitiquement, économiquement et, en réalité, militairement. La réalité qui a été exposée, c'est que, à moins que les objectifs de politique étrangère des États européens, *et même de l'UE*, n'aient l'appui de Berlin, ils pèsent peu, et n'entraînent que peu d'adhésion. Ni Bruxelles ni aucun État européen n'a une chance de pénaliser efficacement le Kremlin—ou n'importe qui d'autre, en l'occurrence—tant que ses efforts contredisent des conceptions allemandes.

Le sommet de l'UE avec la Russie, sur la belle Côte d'Azur, en novembre dernier, présage d'une réalité sombre! **L'ALLEMAGNE DICTE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE!**

De plus, l'Allemagne est le seul État européen que la Russie respecte vraiment. Il n'y a pas si longtemps de cela, après tout, que des soldats nazis, aux regards d'acier, menaient l'assaut vers Moscou. Les Russes comprennent ce que peu d'autres personnes ou peu d'autres nations, aujourd'hui, comprennent: **L'ALLEMAGNE EST LA NATION EUROPÉENNE QU'IL FAUT CRAINdre LE PLUS!**

Cette réalité apporte une clarté énorme à toute analyse de la politique étrangère russe. Pourquoi le Kremlin a-t-il successivement refusé de réduire ses efforts pour augmenter son influence sur sa périphérie occidentale, défie-t-il les intérêts américains en Europe de l'est, sape-t-il l'OTAN et, en général, pratique-t-il une politique étrangère conflictuelle, voire même impérialiste? *À cause de la garantie de sécurité* qu'il a forgé avec *la seule* nation qu'il craint!

Et la politique économique!

Peu après s'être ralliée à la politique étrangère de Berlin vis-à-vis de la Russie, l'UE aussi bien que pratiquement chaque État européen souverain, s'est trouvée de nouveau dans le ring, se disputant avec le gouvernement allemand.

La question, au cours de ce round, c'était *comment résoudre les crises financières qui accablent l'Europe*.

Vers la fin de 2008, les économies de l'Europe avaient atteint un point de rupture: les entreprises de fabrication et de service

se contractaient; le personnel s'amenuisait; la confiance du public et des cadres s'envolait; la production industrielle s'effondrait. La moitié des États membres de l'UE connaissait des déficits budgétaires; la majorité des autres était à la limite, et utilisait rapidement les surplus. Les troubles sociaux s'étendaient, comme les émeutes violentes en Grèce, alors que les gouvernements européens, en faillite et chancelant se battaient pour trouver une solution au chaos qui s'installe.

Alors que 2008 s'achevait, Bruxelles et presque chaque pays sur le continent se reposaient sur une solution: une sorte de grand stimulus fiscal, étendu à toute l'Europe. Il n'y avait qu'un seul grand problème. L'économie nationale la plus grande, la plus influente et la mieux placée de l'Europe était en désaccord avec cela.

Alors que Londres, Paris et Bruxelles cherchaient la réparation flamboyante et rapide de style américain, l'approche consistant à se porter garant par des milliards de dollars/un paquet de stimulation, Berlin a considéré cela comme réactionnaire et potentiellement dangereux. Au lieu de mettre davantage en difficulté les budgets nationaux en empruntant des milliards, et en apportant au hasard de l'argent pour régler le problème, l'Allemagne a soutenu que la bonne solution repose sur une gestion fiscale saine et prudente qui résoudrait *la cause première* du problème.

«À un moment où le point de référence mondial pour la direction décisive se résume au nombre de zéros qui sont attachés aux paquets de stimulation économiques, a écrit le *New-York Times*, *l'Allemagne a pris un chemin différent*» (16 décembre 2008). La chancelière Merkel a mis en évidence ce chemin dans un discours, en décembre, dans la région allemande de Swabia, où elle «a fustigé la mentalité de renflouement qui *s'empare des leaders occidentaux*, et a glorifié *la discipline financière, les budgets équilibrés et l'éthique dans l'économie*» (le *Washington Times*, du 14 décembre 2008). Chaque ménagère de Swabia connaît la cause première de cette crise, a-t-elle dit: «Vous ne pouvez pas continuer à *vivre au-delà de vos moyens*... Nous n'allons pas participer à cette *course insensée aux milliards*. Nous devons avoir le courage de nager à contre-courant». A. Merkel insinuait que les ménagères allemandes en savaient plus sur la cause des crises économiques que certain leaders européens.

Quelle hardiesse!

Également, en décembre, le ministre des Finances de l'Allemagne, Peer Steinbrück a jeté de l'huile sur le feu, lors d'une interview avec *Newsweek*. Quand on lui a demandé ce qui n'allait pas avec les propositions de stimulation faites par les leaders de l'Europe, P. Steinbrück a dénoncé les plans, et a dit que «la vitesse à laquelle les propositions ont été réunies, sous la pression, alors qu'elles n'avaient même *pas passé un test économique est stupéfiant et déprimant*» (15 décembre 2008).

Pendant l'interview, P. Steinbrück a spécifiquement condamné la Grande-Bretagne pour les réductions d'impôt qu'elle venait de décider, appelant à des efforts britanniques pour faire démarrer son économie «keynésienne stupide», en référence au célèbre économiste britannique qui croyait que les nations devraient payer pour sortir de la récession. Cette explosion de P. Steinbrück qui entraîne la division, ont dit quelques analystes, a été en partie conçue pour saper la confiance internationale vis-à-vis de l'économie et du gouvernement britannique. «La dernière chose dont a besoin le gouvernement de M. Brown, c'est un nouvel affaiblissement de confiance dans les actifs en sterling parmi des investisseurs internationaux», a écrit Philip Stephens dans le *Financial Times*. «Cela n'aide pas beaucoup d'avoir le ministre des Finances de l'Allemagne déclarer que cette stratégie de la Grande-Bretagne se réduit à du 'keynésianisme stupide'... Le danger... a toujours été que les investisseurs internationaux—dans des obligations du gouvernement britannique, en particulier—prennent peur. M. STEINBRÜCK SEMBLE LES POUSSER DANS CETTE DIRECTION» (11 décembre 2008).

Les remarques de P. Steinbrück étaient-elles *une attaque* directe contre un des plus grands concurrents de l'Allemagne dans l'Union européenne? Le directeur de la rubrique des affaires internationales du *Daily Telegraph*, et journaliste très respecté, Ambrose Evans-Pritchard, pense de même. «Pour la première fois de ma vie, a-t-il écrit, *je commence à ressentir des tiraillements de sentiment anti-allemand*... Même les germanophiles qui pensent que l'Allemagne a joué un rôle éblouissant pendant 60 ans perdent patience avec *les bouffonneries du Ministère des Finances et de la Bundesbank* et avec la tournure dictatoriale de la stratégie de l'UE de Berlin» (15 décembre 2008).

L'économiste et lauréat du prix Nobel de la paix, Paul Krugman, était également en colère. Il a traité d'idiote la réponse de l'Allemagne face aux économies de l'Europe qui s'effondrent, et a attaqué Berlin parce qu'il empêche une solution de la crise économique à l'échelle de l'Europe. «On ne peut pas avoir un effort européen coordonné si la plus grande économie de l'Europe refuse non seulement d'avancer, *mais de plus couvre de dédain les tentatives de ses voisins pour contenir la crise*», a écrit P. Krugman (*International Herald Tribune*, du 15 décembre 2008).

Dans un interview avec *Spiegel*, P. Krugman a dit: «Si l'Allemagne, *la plus grande économie*, refuse d'avancer, il n'y aura pas de coopération. Les événements ont donné à l'Allemagne une importance politique stratégique disproportionnée pour sa taille» (15 décembre 2008).

Les inquiétudes de Berlin au sujet des solutions proposées par ses homologues pour la crise économique de l'Europe peuvent être entièrement justifiables. Cependant, ses transactions entêtées, critiques et conflictuelles avec ses voisins européens en dit long sur les relations de Berlin avec Bruxelles, et son approche pour l'unification européenne.

L'histoire de l'unification européenne en est une de diplomatie de pressions directes. Pratiquement chaque nation parmi les 27 membres de l'Union européenne a été forcée d'acquiescer devant Bruxelles sur une question ou une autre, particulièrement dans les cas où une nation faisait face à l'opposition de la majorité des États membres.

Mais dans le cas des réponses de l'Europe vis-à-vis de la Russie et de la crise économique, l'Allemagne, au lieu d'adopter l'avis de la majorité des États de l'UE, a décidé de prendre une position différente de celle de ses voisins. Alors que Berlin attend que d'autres nations européennes se conforment à Bruxelles, il ne craint pas, de manière nette, à défier l'avis collectif de ses voisins, et de faire ce qu'il veut!

L'Allemagne se considère-t-elle membre de l'UE à égalité avec chaque autre nation du bloc? Ou se considère-t-elle leader de l'UE avec le droit d'établir ses propres règles que le reste de l'Europe doit ensuite suivre?

Berlin exploitait son influence stratégique disproportionnée, comme l'a dit Evans-Pritchard, pour mettre en œuvre une stratégie «DICTATORIALE» de l'UE!

Le Protée allemand

Dans son livre *Les Européens*, feu Luigi Barzini, auteur et historien italien, a qualifié l'Allemagne de *Protée*. «Comme chacun le sait, c'est seulement quand on attachait Protée, le vieil homme prophétique de la mer, que l'on pouvait le faire révéler l'aspect des choses à venir. Mais il ne pouvait pas être immobilisé facilement; il continuait de changer. Il pouvait être un lion rugissant, un mouton inoffensif, un serpent insaisissable, un taureau qui charge, ou en retour une roche, un arbre, un ruisseau, un feu.»

La nature protéiforme de l'Allemagne, a dit L. Barzini, la rend belle et charmante, impressionnante et digne de grandes éloges, cependant, en même temps péniblement imprévisible et opaque—une nation que l'on devrait surveiller.

Nous ferions bien de tenir compte de l'avertissement de L. Barzini. Nombreux sont les accomplissements et les réalisations du peuple allemand. En effet, où le monde serait-il—où serait la haute culture et la haute classe—sans les grands poètes, compositeurs, inventeurs, artisans, éducateurs, chimistes et physiciens allemands? Il y a beaucoup à dire du caractère national allemand; de son économie et de son efficacité, de son penchant pour la perfection et la recherche de qualité, de son inclination naturelle pour la structure et l'ordre.

Mais l'Allemagne doit être observée soigneusement, et d'un œil critique!

Le caractère national allemand, comme le caractère national de tous les peuples, a des défauts et des imperfections. L'histoire montre, cependant, qu'en Allemagne, ces défauts peuvent menacer la paix du monde!

Nous connaissons l'histoire, et nous croyons en l'avertissement de L. Barzini sur les capacités protéiformes de l'Allemagne à passer d'un «ruisseau» paisible à un «lion rugissant».

PLUS IMPORTANT ENCORE, nous croyons aux multitudes de prophéties de la Bible qui avertissent que, dans le temps de la fin, l'Allemagne, composée des descendants modernes de la nation biblique d'Assyrie, se hissera au premier rang de la politique européenne et poussera de l'avant—d'abord subtilement et avec astuce, mais ensuite puissamment et violemment—en tant que DICTATEUR de ce que feu Herbert Armstrong a qualifié de PUISSANCE DE LA BÊTE EUROPÉENNE!

C'EST POURQUOI l'influence dictatoriale de l'Allemagne sur la politique étrangère européenne, et même sur la politique économique européenne, devrait nous donner froid dans le dos! Tous les deux sont un avant-goût de la dictature menaçante de l'Allemagne, plus assaillante, plus étendue—d'abord sur un super État européen uni, ensuite sur le monde!

Il n'y a pas assez de place, ici, pour expliquer toutes les prophéties se rapportant à l'Allemagne et AUX ÉTATS-UNIS D'EUROPE BIENTÔT À VENIR. Mais elles sont là: dans Ésaïe 10; Daniel 2, 7 et 11; Nahum 2; Osée 8; Matthieu 24; Apocalypse 13 et 17. La Bible regorge de prophéties et d'histoire se rapportant à l'Allemagne—*et tout n'est pas négatif*. En fait, l'exemple du repentir de l'Assyrie dans Jonas 2 est un des exemples les plus positifs et les plus édifiants de repentir dans la Bible!

Pour comprendre correctement ce qui se passe en Allemagne et dans le reste de l'Europe, il est impératif que nous portions nos regards, non seulement sur les actualités concernant le continent, mais également sur l'histoire et la prophétie. C'est ce que le Christ voulait dire quand Il a dit dans Luc 21, «Veillez *et* priez». Le fait d'être attentif aux événements du monde ne sauvera pas une personne du désastre qui menace. Notre attention doit être portée dans le contexte de prières urgentes, et d'étude de la Bible en profondeur.

En réalité, l'attention effective—ce qui pousse une personne à être tellement émue par le danger des temps dans lequel elle vit au point de se sentir poussée à rechercher Dieu—est une fonction de la prière et de l'étude intense de la Bible et des prophéties de Dieu quant aux événements du temps de la fin. Pour vraiment *comprendre* ce qui se passe en Europe, il faut comprendre l'Allemagne dans l'histoire et dans la prophétie. ■